

**VERS LA FIN SANS
GLOIRE DES VALEURS
EUROPÉENNES**

**Le désert
des migrants**

Les migrants, au Danemark, on leur confisque leurs biens, en Autriche on n'en veut pas, aux Pays-Bas, on les insulte pour n'importe quoi, et n'importe qui peut se permettre de les humilier publiquement, en Pologne et en Tchéquie on les déclare «non intégrables» à la civilisation européenne ou même à la civilisation tout court.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

En Croatie, en Slovénie on peut dire toutes sortes d'insanités sur leur compte et l'on est nullement inquieté.

En France c'est «journées portes ouvertes» quotidiennes, régulières et relayées en boucle par les médias lourds. Contre «le migrant» avec l'accent mis particulièrement sur le Magrébin, d'office et systématique musulman avec la déclinaison rapide, sans transition, «islamista».

Qui dit Magrébin en Hexagone dit Algérien et le tour est fait. Tous les ressentiments de la guerre d'Algérie remontent à la surface.

«L'impensé» colonial, la nostalgie de l'Algérie française et le malaise par rapport à l'indépendance algérienne réapparaissent et subjuguent les politiques et les médias. Sarkozy des Républicains n'en rate pas une pour évoquer soit l'Algérie (Tunis, Rabat, Emirats, Koweït, Montpellier), soit les Algériens de France — consulter et non pas lire son livre récent *La France pour la vie*. Les Accords d'Evian et la convention entre les deux pays sont tout le temps convoqués par l'ex-chef d'Etat et présentement époux de Carla Bruni. Dans son sillage beaucoup de ténors des «Les Républicains» et une grosse partie de la droite. A gauche, notamment au sein du Parti socialiste, c'est la défensive par rapport à cette déferlante.

Il y en a qui embraient dans le même sens en utilisant des propos moins outrageants alors que les autres, beaucoup d'autres, se le tiennent pour dit et ne ferraillent pas sur la question. La parole raciste et anti-algérienne s'est libérée. La déferlante emporte tout sur son passage, il n'y a pas de limites aux outrances, à la vindicte et aux méfaits de la parole dans le pays des «valeurs», de la «liberté», de «l'égalité» et de la «fraternité».

Le Front national n'a plus besoin de monter au créneau pour cette sale besogne, les autres le font à sa place et occupent ces espaces de façon «convenable» pour la dynastie des Le Pen. Les dignes sautent l'une après l'autre et dans bien des cas, l'on n'arrive pas à bien savoir la différence entre droite dite républicaine et extrême-droite.

Dans ce climat délétère, dans cette ambiance hargneuse, tendue où tous les coups sont agréés et permis, dans cette atmosphère de haine, de colère et de désillusions, le couple aux affaires en France, Hollande et Valls, n'a pas mieux trouvé à ouvrir comme débat que celui de la déchéance de nationalité pour les Français y compris nés en France et possédant un autre passeport. Une vieille revendication de l'extrême-droite depuis la nuit des temps politiques modernes en France.

L'Union européenne qui n'arrête pas de vendre à l'international les «valeurs», la «démocratie», l'«égalité», l'anti-racisme, les atteintes morales ou physiques à l'espèce humaine, la laïcité, par-ici, la neutralité de l'Etat par rapport aux religions par-là, est étrangement muette par ces temps mauvais.

Depuis trois ou quatre ans, les Etats membres et à l'intérieur des Etats membres, chacun fait ou dit à peu près ce qu'il veut sans retenue, sans égard et en toute impunité.

Même l'espace Shengen, la prune des yeux de la construction européenne, est allégrement piétiné dans les faits et dans les discours.

La Commission Juncker et le Parlement ne cessent de demander à leurs partenaires et proches voisins d'ouvrir leurs frontières alors qu'ici, l'on ferme, l'on barricade, l'on installe des barrières, l'on parque les demandeurs d'asile et l'on travaille à transformer l'Union européenne en barricade ou en plusieurs barricades infranchissables. Reste la Méditerranée et ses flots ininterrompus de migrants et ses vagues qui, depuis Ulysse, au moins, indiquent à l'Europe que l'égoïsme et le rejet de l'autre mènent aux tragédies, rien qu'aux tragédies. En Europe, l'heure est au sauve-qui-peut et au chacun-pour-soi. Les valeurs ? Quelles valeurs ?

A. M.

LIBYE

**Un nouveau gouvernement d'union
proposé avant 10 jours**

Un nouveau gouvernement d'union nationale en Libye sera proposé dans un délai de dix jours après son rejet lundi par le Parlement reconnu en raison du nombre trop important de ministres, a annoncé mardi un responsable.

«A la demande du Parlement, (le Premier ministre désigné) Fayeze el-Sarraj proposera une formation plus restreinte du gouvernement d'union nationale», a déclaré à l'AFP Fathi Ben-Issa, conseiller de ce gouvernement.

Le Parlement basé à Tobrouk (est) a refusé lundi d'accorder sa confiance à ce gouvernement composé de 32 ministres censés représenter les différentes régions du pays plongé dans le chaos depuis la fin de la révolte

qui mit fin au régime de Mouammar Kadhafi fin 2011. «Des 104 députés présents (...), 89 ont dit non», avait indiqué l'un d'eux, Ali al-Gaydi, à l'issue de la séance. Ils ont «rejeté ce gouvernement à cause du nombre des ministres» jugé trop élevé, a précisé son collègue el-Salhine Abdelnabi. M. Ben-Issa a précisé que le nouveau gouvernement sera annoncé dans les dix jours, comme l'ont demandé lundi les députés. Un vote positif

est crucial pour qu'entre en fonction ce gouvernement conduit par M. el-Sarraj, un homme d'affaires tripolitain. Il doit représenter une étape importante dans l'application de l'accord politique conclu en décembre sous l'égide de l'ONU.

La communauté internationale compte sur ce gouvernement pour lutter plus efficacement contre la menace grandissante du groupe terroriste Daech, implanté dans le nord du pays.

FACE À LA MENACE TERRORISTE

**Les pays d'Afrique de l'Ouest renforcent
la garde**

Vastes opérations policières, sécurité ostensiblement renforcée dans les hôtels, avertissements renouvelés aux ressortissants occidentaux à Dakar ou Abidjan : les Etats d'Afrique de l'Ouest rehaussent leur vigilance face à une menace terroriste régionale devenue tangible depuis l'attentat du 15 janvier à Ouagadougou.

La police sénégalaise a annoncé lundi avoir mené pendant le week-end des opérations de sécurisation «dans un contexte spécial de prévention et de riposte à la menace terroriste», interpellant plus de 900 personnes, essentiellement pour vérification d'identité.

«L'alerte est prise très au sérieux», a affirmé à l'AFP une source de sécurité sénégalaise, faisant état de «simulations d'attaques notamment sur la Corniche de Dakar», site de nombreux hôtels, où la sécurité a été augmentée depuis l'attentat contre un café-restaurant de la capitale burkinabè qui a fait 30 morts, en majorité étrangers.

Une première alerte est venue en novembre de l'arrestation d'une dizaine de personnes, dont plusieurs imams, en raison d'«affinités avérées avec Aqmi (Al-Qaïda au Maghreb islamique) et l'Etat islamique» Daesh, selon cette source, précisant qu'elles sont accusées d'«apologie du terrorisme».

«Le Sénégal est resté un îlot de stabilité dans un océan d'instabilité», souligne Bakary Sambe, enseignant-chercheur sur le radicalisme religieux à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis (nord), en référence notamment au Mali, à l'est et, plus au sud, au groupe nigérian Boko Haram.

«Il est de plus en plus la zone de repli stratégique des organisations occidentales», comme après la crise ivoirienne de 2003, une «position privilégiée» qui selon lui, l'expose «comme cible symbolique parce qu'en touchant le Sénégal, on touche à plusieurs intérêts». Spécialiste des questions de sécurité au Sahel et directeur du journal mauritanien *La Tribune*, Mohamed Fall Oumère dit s'attendre à une extension des projets d'attentats «à des pays comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal et la Mauritanie qui est épargnée depuis 2011 en raison de l'état sécuritaire dont elle s'est entourée».

«Il s'agit pour les djihadistes d'envoyer des messages de trois ordres», explique-t-il : «aux Français pour leur signifier que leur intervention (au Mali depuis 2013) n'a pas tout résolu. Aux pays alliés de Paris pour leur dire qu'ils restent dans la ligne de mire. Et à Daesh dans le cadre d'une concurrence qui malheureusement fera beaucoup de dégâts».

Dans une interview au site mauritanien Al-Akhbar publiée en janvier, quelques jours avant l'attentat de Ouagadougou, un chef d'Aqmi menaçait les alliés des «Croisés», en allusion notamment au Burkina Faso, au Tchad, au Togo, au Sénégal et au Niger, qui forment le gros des troupes de l'ONU au Mali qui abritent des bases françaises ou américaines.

«Nous voulons affirmer à tous les pays de la région alliés de la France et qui participent à cette guerre des Croisés contre la Oumma que nous ne ménagerons aucun effort pour les frapper, ainsi que les intérêts occidentaux

chez eux, et l'avenir le démontrera», déclarait Yahya Abou El Hamame. Un ancien analyste du renseignement extérieur français, Yves Trotignon, qui a beaucoup travaillé sur le Sahel, a confié à l'AFP s'être attendu à ce que les terroristes frappent à Niamey, la capitale du Niger, avant le Burkina Faso. «Je ne pensais pas qu'ils attaqueraient Ouagadougou avant Niamey. Le Niger me semble très vulnérable, pour eux monter une opération à Niamey ne devrait pas être très difficile», a-t-il indiqué.

Le ministre nigérien de l'Intérieur, Hassoumi Massaoudou, a fait état la semaine dernière de l'arrestation «il y a moins d'un mois» de personnes venues commettre à Niamey des attentats du type de celui de Ouagadougou. «Nous avons des informations et des menaces à un rythme d'une menace pratiquement tous les deux mois», a-t-il affirmé à la radio RFI.

Comme après l'attaque du 20 novembre contre un grand hôtel de la capitale malienne Bamako (20 morts, dont 14 étrangers, outre les deux assaillants), les ambassades française et américaine à Dakar et Abidjan ont renouvelé leurs messages de prudence à leurs ressortissants, invités à «éviter les zones bondées».

Même en Sierra Leone, au secteur touristique sinistré par l'épidémie d'Ebola et où les autorités «ne jugent pas crédibles les rumeurs de menaces d'attentat contre des hôtels», selon l'ambassade américaine, le dispositif a été renforcé dans les principaux établissements, avec police locale, gardes privés et vidéosurveillance.

IRAK

**Un charnier de 18 personnes tuées par Daesh
découvert à Ramadi**

Les forces irakiennes ont découvert à Ramadi, dans l'ouest de l'Irak, un charnier contenant au moins 18 corps de personnes exécutées par l'organisation terroriste autoproclamée «Etat islamique» (Daesh), a indiqué hier la police.

Daesh qui s'est emparé en 2014 de plusieurs régions d'Irak, a perdu fin décembre le contrôle de Ramadi, chef-lieu de la grande province occidentale d'Al-Anbar. L'organisation terroriste multiplie les atrocités dans les régions sous son contrôle en Irak et en Syrie voisine. «Pour l'heure, nous avons sorti 18 corps, dont ceux de cinq policiers, et nous continuons à déterrer les autres corps», a précisé le chef de la police

Tarek Abdelkarim. Le charnier découvert lundi dans le quartier d'al-Jamiya pourrait contenir jusqu'à «40 corps» de personnes originaires de Ramadi qui avaient été exécutées en mai 2015 au moment où la ville tombait entièrement aux mains des éléments de l'EI, a-t-il poursuivi. Selon Sabah Karhout, chef du conseil provincial d'Al-Anbar, les victimes ont été fusillées ou décapitées.

L'armée irakienne a repris le contrôle de la ville en décembre 2015 après plusieurs mois de combats. Daesh a subi plusieurs revers militaires mais garde toujours le contrôle de Mossoul, la deuxième grande ville d'Irak.

SELON SERGUEÏ LAVROV

**Les frappes russes en Syrie ont dévoilé les parties
favorables au terrorisme**

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a affirmé hier que les opérations aériennes russes contre les positions des groupes terroristes en Syrie ont opéré des changements de qualité dans la situation sur le terrain et dévoilé les parties qui soutiennent le terrorisme et celles qui le combattent.

Dans une conférence de presse annuelle tenue à Moscou, Lavrov a assuré que la participation russe à la lutte anti-terroriste avait

contribué à l'adoption par le Conseil de sécurité des résolutions importantes, telles que N°2199 et 2253, relatives à l'assèchement des sources du financement du terrorisme et au recrutement des terroristes, appelant tous les pays de s'engager à ces textes.

«Les parties régionales et internationales ont finalement réalisé qu'il est nécessaire de renoncer aux conditions préalables pour le lancement du dialogue inter-syrien», a-t-il dit.

Lavrov a, par ailleurs, considéré comme «violation flagrante de la résolution du CS N°2254» la tentative de marginaliser certaines parties de l'opposition syrienne dans les prochains pourparlers de Genève 3, assurant que c'est l'émissaire spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, qui est chargé d'adresser les invitations aux participants de la délégation de l'opposition, conformément aux réunions de Moscou, du Caire et de Riyad.